



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambry

Chambéry, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MITHIEUX

570 avenue de Villarcher - ZI des Landiers Nord
73000 Chambéry

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement MITHIEUX ET FILS implanté 570, Avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 Chambéry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre suivant :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Action nationale 2024 Sécheresse
- PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MITHIEUX
- 570 avenue de Villarcher ZI des Landiers Nord 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006104374
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La société MITHIEUX, implantée sur le bassin chambérien depuis 1937, est une entreprise de traitement de surface des métaux, spécialisée dans la protection anticorrosion, principalement à destination de la filière automobile.

L'établissement bénéficie d'une autorisation préfectorale d'exploiter du 15/03/2010.

En 2021, l'industriel a bénéficié d'une aide de l'Etat dans le cadre du plan France Relance afin de réaliser des travaux de modernisation des équipements et d'augmenter ses capacités de production.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des conditions d'exploitation	Lettre préfectorale du 02/02/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Modification des conditions d'exploitation	Lettre préfectorale du 02/02/2023	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
3	Plan de sobriété hydrique	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, annexe 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Sécheresse	Arrêté Ministériel du 03/07/2024,	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 3		
5	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
7	Produits Chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
8	Produits Chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La rédaction du dossier de porter à connaissance intégrant l'ensemble des modifications intervenues sur les installations et leurs conditions d'exploitation depuis 2010 est en cours de finalisation. Son dépôt est prévu au début de l'année 2025. Ce dossier devrait permettre de mettre à jour l'arrêté préfectoral du site du 15/03/2010.

Le plan de sobriété hydrique présenté par MITHIEUX répond de manière satisfaisante aux attentes de l'inspection. Il permet de constater :

- une réduction de plus de 20 % des prélèvements d'eau depuis 2018, ce qui exempte la société MITHIEUX des prescriptions de l'arrêté ministériel sécheresse du 20/06/2023 modifié par l'arrêté ministériel du 03/07/2024 ;
- la réduction au minimum des besoins en eau pour le procédé de fabrication. A ce titre, les réductions de 25, 50, et 100 % des volumes d'eau prélevée prescrits par l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/06/2023 en cas de situation hydraulique déficitaire ne s'appliquent pas à l'industriel.

Quelques compléments relatifs aux actions mises en œuvre pour réduire les prélèvements d'eau sont néanmoins demandés.

Concernant l'application de l'arrêté ministériel du 20/06/23 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées relevant du régime de l'autorisation, la société MITHIEUX a fait réaliser, dans les délais, ses trois campagnes d'identification et d'analyses des substances PFAS au niveau du point de rejet de ses eaux industrielles. A l'exception d'une valeur de 3,2 µg/L relevée pour le paramètre AOF (supérieure à la limite de quantification de 2 µg/l), et l'identification d'une substance PFAS avec une valeur égale à la limite de quantification (100 ng/l), aucune autre substance PFAS n'a été identifiée lors des 3 campagnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/02/2023 (suite inspection du 14/12/2022)
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un dossier permettant, sur la base des activités présentes sur le site, de préparer un arrêté préfectoral consolidé. Ce dossier comprendra notamment l'identification exhaustive des prescriptions manifestement inadaptées de l'arrêté préfectoral du 15/03/2010, à l'issue de la mise en place d'un groupe de travail interne regroupant les différentes compétences de l'usine pour une relecture précise de son arrêté préfectoral. L'objectif est de produire un arrêté préfectoral consolidé au cours de l'année 2023.
Constats : La société MITHIEUX a missionné le bureau d'étude GAIA CONSEIL pour la réalisation d'un dossier de porter à connaissance (PAC) intégrant l'ensemble des modifications apportées aux installations et à leurs conditions d'exploitation. Compte-tenu des changements nécessaires qui ont dû être mis en œuvre en 2023 sur la station de traitement des eaux usées industrielles afin de rendre conforme les rejets, la rédaction du PAC a été décalée pour intégrer ces évolutions. Le PAC doit également comporter la conformité à la rubrique 3260, au regard des différents articles de l'arrêté du 30/06/06 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de cette rubrique. Le PAC doit aussi détailler le classement amendé de l'établissement (cf demande n°2 de la fiche de constats n°2). MITHIEUX a informé l'inspection que le dossier de porter à connaissance est en cours de finalisation et qu'il devrait être déposé fin 2024 ou début d'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• <u>Demande n°1</u> : L'exploitant doit transmettre, au guichet unique des installations classées de la Préfecture de Savoie, le dossier de porter à connaissance sous un délai de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Modification des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 02/02/2023 (suite inspection du 14/12/2022)
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE
Prescription contrôlée : 1- L'inspection demande à l'exploitant de transmettre : <ul style="list-style-type: none">• le classement actualisé au 01/01/2023 de ses installations classées ; 2- Il lui est également demandé de réaliser : <ul style="list-style-type: none">• les éventuelles cessations d'activité partielles (2575, etc.) pour les installations concernées par une rubrique, listées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 15/03/2010, qui ne sont plus exploitées. L'exploitant doit également rappeler les cessations déjà réalisées le cas échéant ;• la télédéclaration d'éventuelles nouvelles installations exploitées soumises au régime de la déclaration (4130-2 au vu de l'augmentation de volume et du dépassement du seuil de déclaration depuis 2016, etc.).
Constats : L'exploitant a informé l'inspection que le classement n'a pas évolué depuis 2021, les installations seraient donc soumises aux rubriques 3260 sous le régime de l'autorisation et 4130-2 sous le régime de la déclaration. Toutefois, comme déjà demandé lors de la précédente visite en 2022, l'inspection a rappelé à l'exploitant que les rubriques n'étant plus concernées du fait de la réduction/arrêt des activités ou de la quantité de substances stockée ou utilisée, doivent faire l'objet d'une cessation d'activité. La rubrique 2575 semble correspondre à ce cas.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Demande n° 2</u> : L'exploitant doit réaliser la déclaration, en ligne, de la cessation d'activité de la ou des rubriques concernées. Le lien est le suivant : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920 Le PAC (cf. fiche de constats n°1) doit intégrer cette mise à jour du classement ICPE, ainsi que les éventuelles cessations d'activités d'autres rubriques dont les activités auraient été réduites ou arrêtées avant 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 3 : Plan de sobriété hydrique (PSH)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, annexe 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, complétude PSH
Prescription contrôlée : Les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en oeuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.) sont exonérés des réductions de volume d'eau prélevée, prescrites en cas de situation hydraulique déficitaire par l'APC du 07/06/2023. Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production ou via le report des opérations de maintenance consommatrices d'eau. Ces différents éléments sont détaillés dans un PSH dont le contenu est fixé par les services de l'État.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté son PSH qui répond globalement aux attentes de l'inspection, notamment par le recensement des actions conduites pour réduire les consommations d'eau, ainsi que l'évolution des consommations spécifiques en litre par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. Les compléments suivants sont néanmoins attendus : <ul style="list-style-type: none"> • un schéma hydraulique du site faisant apparaître : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les entrées d'eau dans les process précisant leur origine, idéalement par atelier/zone/machine ; ◦ leurs destinations (postes de consommations d'eau de process) ; ◦ les sorties d'eau (rejets), idéalement par atelier/zone/machine ; ◦ les emplacements des compteurs et débitmètres potentiel ; ◦ et en tant que possible, les consommations associées par poste (moyenne journalière/hebdo ou annuelle en fonction des données disponibles) ; • les actions prévues en cas de situation hydrologique déficitaire selon le niveau de gravité sécheresse (intégrer la « fiche d'instruction » rédigée à cet effet) ; • les projets en cours et futurs qui pourraient permettre des réductions de prélèvements d'eau, et une estimation des gains correspondants en m³. Ces éléments sont à ajouter à la partie III.1 du PSH.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> • <u>Demande n° 3</u> : l'exploitant doit compléter le PSH par un schéma hydraulique du site, les projets à venir permettant une réduction des prélèvements d'eau avec estimation des gains, et la fiche d'instruction qui recense les actions supplémentaires en cas de sécheresse selon les niveaux de gravité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/07/2024, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, exemption AM
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1 ^{er} janvier 2018 ; 3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;
Constats : L'indicateur de consommation d'eau par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage, renseigné dans le PSH depuis 2010, montre une réduction des prélèvements d'eau de 37 % entre 2018 et 2023. Les mesures mises en place par l'exploitant pour parvenir à cette diminution doivent être listées. Des actions de réduction des prélèvements réalisées entre 2018 et 2023 sont recensées en partie III.1 du PSH (arrêt des lignes non automatisables, optimisation des gammes de traitements et des redresseurs permettant d'optimiser le fonctionnement des lignes), mais au vu des renseignements indiqués sur ces actions, elles ne semblent pas justifier les 37 % de réduction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• <u>Demande n° 4</u> : l'inspection demande à l'exploitant de compléter la justification de la réduction de 37 % de l'indicateur considéré, et de compléter/modifier la partie III.1 du PSH le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste substances PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : L'exploitant a demandé à chacun de ses fournisseurs si leurs produits contenaient des substances PFAS. Les réponses ont toutes été négatives.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• <u>Demande n° 5</u> : L'exploitant doit transmettre la liste des produits qui ont été analysés par les fournisseurs et la synthèse de leur réponse.• <u>Demande n°6</u> : L'inspection demande à l'industriel d'interroger ses clients sur la présence de substances PFAS dans les pièces qu'ils fournissent à MITHIEUX pour traitement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.II
Thème(s) : Risques chroniques, campagnes analyses PFAS
Prescription contrôlée : II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : <ul style="list-style-type: none">• [...]• rubrique 3260 : 6 mois ;• [...]
Constats : L'exploitant a fait réaliser entre janvier et mars 2023 ses trois campagnes d'identification et d'analyses des substances PFAS sur le point de rejet de ses eaux industrielles. Les délais de réalisation ont été respectés. Les résultats des campagnes de 2023 se résument comme suit : <ul style="list-style-type: none">• mars 2023 : les concentrations en PFAS sont inférieures à la limite de quantification (LQ=100 ng/l), de même pour l'AOF (LQ= 2 µg/l) ;• février 2023 : la concentration en AOF est de 3,2 µg/l ;• janvier 2023 : la concentration en acide perfluorobutanoïque (PFBA) est de 100 ng/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'inspection a procédé à un contrôle par sondage et a consulté la FDS du produit ATOTECH CORROTRIBLUE L. La FDS a été révisée le 12/07/2024. Les prescriptions inscrites dans la FDS sont respectées par l'exploitant, notamment l'affichage d'identification des dangers, les conditions de manipulation et de stockage (rétention commune aux produits acides, endroit sec et ventilé).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, FDS rubrique 1
Prescription contrôlée : [...] RUBRIQUE 1 : Identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise Cette rubrique de la fiche de données de sécurité précise de quelle manière la substance ou le mélange doivent être identifiés et de quelle manière les utilisations pertinentes identifiées, le nom du fournisseur de la substance ou du mélange ainsi que les coordonnées de contact du fournisseur de la substance ou du mélange, y compris la personne ou le service à contacter en cas d'urgence, doivent être indiqués sur la fiche de données de sécurité.
Constats : L'usage de la substance par l'exploitant est conforme à celui prévu par la FDS. Le produit est utilisé dans un bain lors du processus de passivation de surface des pièces usinées. Le stockage est réalisé conformément à la FDS
Type de suites proposées : Sans suite